



Coalition pour la Cour pénale internationale
www.iccnw.org

AVIS POUR INFORMATION

18 décembre 2009

Contact :

À New York :

Mariana Rodriguez-Pareja

Tél : +1.646.465.8517

E-mail : rodriguez@iccnw.org

Stephen Lamony

Tél : +1.646.465.8514

E-mail : lamony@iccnw.org

**LE GROUPE DE L'UNION AFRICAINE SUR LE DARFOUR RECONNAIT LE
ROLE CENTRAL DE LA JUSTICE AU DARFOUR**

*La Coalition Mondiale Affirme que l'Union Africaine Devrait Soutenir la CPI dans sa
Lutte pour Apporter la Justice dans la Région*

QUOI : Le 21 décembre 2009 à 10h, l'ancien Président sud-africain Thabo Mbeki s'adressera au Conseil de sécurité des Nations Unies au siège de l'ONU. M. Mbeki présentera le rapport du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour qui contient plusieurs recommandations visant à apporter la justice, la paix et la stabilité au Darfour (Soudan).

QUI : L'ancien Président sud-africain, Thabo Mbeki, est le président du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour qui a été créé le 21 juillet 2009 par l'Union africaine.

POURQUOI : Le Groupe de haut niveau a été créé afin d'étudier et de faire des recommandations sur les moyens permettant de faciliter et d'harmoniser les processus de paix, réconciliation et justice au Darfour. Le rapport couvre un large éventail de questions, notamment le processus de paix et les initiatives pour établir la justice au Darfour.

Le 29 octobre 2009, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a examiné et approuvé les recommandations contenues dans le rapport du Groupe de haut niveau. M. Mbeki va désormais présenter le rapport au Conseil de sécurité de l'ONU pour que ce dernier l'étudie à son tour.

Dans son rapport, le Groupe de haut niveau affirme que la justice et la paix doivent aller de pair et recommande la création d'un tribunal hybride « capable de poursuivre et d'enquêter et doté d'un greffe » et qui serait en accord avec la lutte pour la justice incarnée par le Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI.

De plus, le Groupe de haut niveau reconnaît que la Cour pénale internationale « complète les systèmes judiciaires nationaux » et insiste, dans son rapport, sur le fait que le « rôle de la justice internationale, plus généralement, devrait figurer à l'ordre du jour de l'Accord politique global ».

COMMENTAIRES ET CONTEXTE :

William R. Pace, coordinateur de la Coalition pour la CPI a déclaré : « la justice est une composante importante de la paix et nous invitons le gouvernement soudanais à démontrer à la communauté internationale qu'il punira les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis au Darfour ».

« L'esprit de ces recommandations renforce le rôle de la CPI en tant qu'élément central, compatible avec l'article 4(h) de l'Acte constitutif de l'UA, et en tant que partie – à côté des efforts régionaux et nationaux – de la solution globale pour résoudre la situation au Darfour », a expliqué Stephen Lamony, officier de liaison pour l'Afrique et conseiller pour les pays en situation à la Coalition pour la CPI.

Pour obtenir plus d'informations sur le Darfour (Soudan), consultez la page : www.iccnw.org/darfur

Contexte et informations : Des experts d'organisations des droits de l'homme sont listés dans les pages suivantes ; vous pouvez les contacter pour obtenir des informations.

<p>M. William Pace, coordinateur, Coalition pour la Cour pénale internationale (New York, États-Unis) Tél : +1 212 687 2863 Portable : 917 214 5535 E-mail : pace@wfm-igp.org</p>	<p>M. Richard Dicker, Directeur, Programme Justice Internationale, Human Rights Watch (New York, États-Unis) Portable : +1 917 747 6731 Email : dickerr@hrw.org</p>
--	---

<p>M. Christopher Hall, Conseiller juridique, Amnesty International (Londres, Royaume-Uni) Tél : +44 207 241 1728, +44 207 413 5733 E-mail : chall@amnesty.org</p>	<p>Mme Brigid Inder, Directrice exécutive, Women's Initiatives for Gender Justice (La Haye, Pays-Bas) Tél : +317 03 02 99 11 Portable : +31 62 038 071 84 E-mail : brigid@iccwomen.org</p>
<p>Mme Alison Smith, Conseillère juridique, No Peace Without Justice (Bruxelles, Belgique) Portable : +32 486 986 235 E-mail : alison@sensible.it</p>	<p>Carla Ferstman, Directrice, REDRESS Trust (Londres, Royaume-Uni) Tél : +44 20 7793 1777 E-mail : carla@redress.org</p>
<p>Mme Oby Nwankwo, Directrice exécutive, Civil Resource Development and Documentation Centre (Enugu, Nigéria) Portable : +234 803 313 2494 E-mail : nwankwooby@yahoo.com</p>	<p>Dr. David Donat Cattin, Directeur, Programme de droit international et de droits, Parliamentarians for Global Action (Rome, Italie) Portable : +39 333 166 0309 E-mail : donat@pgaction.org</p>
<p>M. John Washburn, Président, Coalition américaine des ONG pour la CPI (New York, États-Unis) Tél : +1 212 907 1317 E-mail : jwashburn@unusa.org</p>	<p>Dr. Karine Bonneau, Directrice du Bureau Justice internationale, FIDH – Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (Paris, France) Tél : +33 1 43 55 11 56 Portable : +33 6 72 34 87 59 E-mail : kbonneau@fidh.org</p>
<p>Ndifuna Mohammed, Directeur exécutif, Human Rights Network—Uganda (Kampala, Ouganda) Portable : +256 772 419 229 E-mail : executive@hurinet.org.ug</p>	

***Avis important:** La Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI), un mouvement indépendant des ONG, est consacrée à l'établissement de la Cour pénale internationale en tant qu'organisation internationale juste, efficace et indépendante. La Coalition dans son ensemble, et son secrétariat, ne prennent pas position quant aux enquêtes, accusations ou situations devant la CPI. Toutefois, les membres individuels de la Coalition peuvent approuver les renvois, fournir un soutien juridique ou autre aux enquêtes menées, ou développer des partenariats avec les collectivités locales et autres organismes dans le cadre de leurs efforts.*

####